

(FR) Intervention du S.E.M Herman Van Rompuy - 19/11/2009

1. Même s'il m'est particulièrement difficile d'abandonner la direction de mon pays, j'accepte votre décision et je vous remercie de l'honneur que vous me faites. J'y vois d'ailleurs une marque de reconnaissance à l'égard de la Belgique qui, en tant qu'état fondateur, s'est investie sans relâche dans la construction de l'Europe. Je n'ai pas sollicité cette haute fonction. Je n'ai entrepris aucune démarche. Mais à partir de ce soir je l'assume avec conviction.

Je crois pouvoir parler au nom de tous, quand je remercie notre Collègue et Président Fredrik Reinfeldt, pour ses efforts remarquables et quand j'exprime le vœu qu'il puisse parachever la Présidence semestrielle de son pays, d'ici au 31 décembre de cette année, conformément d'ailleurs à ce qui a été convenu par le Conseil Européen de décembre 2008, mais surtout par respect pour le travail accompli.

2. La fonction à laquelle vous venez de me désigner est nouvelle. A juste titre, le Traité de Lisbonne a voulu imprimer davantage de continuité et de cohérence aux travaux du Conseil Européen. Les présidences semestrielles d'un pays ont l'avantage d'impliquer chacun des 27 membres dans le travail européen. Ils ont le désavantage d'un manque de perspective. J'ai la ferme intention de veiller à ce que notre action se développe dans la durée. Une perspective dépassant une période de 6 mois, permettra de mieux nous organiser autour des grands dossiers pluriannuels tels que les perspectives financières ou la stratégie de Lisbonne. Je pense également qu'un « retour aux sources » du Conseil européen pourrait nous servir en discutant de temps en temps, aussi

de manière libre et informelle, des grandes questions de la construction européenne. Je pense en particulier à l'agenda économique et social, pour lequel il existe d'ailleurs une urgence, aux défis écologiques et énergétiques, ainsi qu'aux aspirations à plus de sécurité et de justice de nos concitoyens.

Nous vivons une période exceptionnellement difficile : la crise financière et les effets dramatiques sur l'emploi et les budgets, la crise climatique qui menace notre survie. Une période d'angoisse et d'incertitude et de manque de confiance. Et pourtant les problèmes sont surmontables avec un effort conjoint dans nos pays et entre les pays. 2009 est aussi la première année de la gouvernance mondiale avec l'instauration du G20 en pleine crise financière. La conférence climat de Copenhague est une autre étape dans la gestion mondiale de notre planète. Notre mission est une mission d'espoir, soutenue par des actes et par l'action.

3. Notre Union appartient à chacun d'entre nous. Elle n'est pas un jeu à somme nulle. L'Europe doit bénéficier à chaque Etat membre. Ce principe cardinal m'amène à une double ligne de conduite :
 - Tout d'abord, je veillerai à respecter les sensibilités et les intérêts de tout un chacun. Même si notre unité est notre force, notre diversité est notre richesse. Chaque pays a son histoire, sa culture et sa façon de faire. Si notre voyage se dirige vers une destination commune, nous y apportons tous des bagages différents. Le nier serait contre-productif. Sans respect pour notre diversité, nous ne construirons jamais notre unité. Ce principe sera toujours présent dans mon esprit.
 - Ce principe a un corollaire au niveau de l'action. Pour moi chaque pays doit sortir vainqueur de la négociation. Une

négociation avec des vaincus est toujours une mauvaise négociation. Comme Président du Conseil je serai à l'écoute de tous, et je veillerai à ce que nos délibérations produisent des résultats pour tous.

On a beaucoup débattu sur le profil du futur président des réunions du Conseil, mais il n'y a qu'un profil possible, celui du dialogue, de l'unité et de l'action. L'image du Conseil se construit par les résultats obtenus.

4. Si je veillerai à ce que toutes nos délibérations se concluent sans vaincus, il faut pour cela que les Institutions fonctionnent de façon optimale. Après le trajet douloureux du Traité de Lisbonne, je pense que nous disposerons dès le 1 décembre d'un nouveau cadre institutionnel et de nouvelles règles pour longtemps et même pour très longtemps. Le débat institutionnel est clos pour une longue période. Je souhaite faire fonctionner ce cadre et ces règles librement choisies par tous nos gouvernements. Je le ferai en concertation permanente avec le Président de la Commission et du Parlement européen dans un souci constant d'équilibre entre les Institutions. Je le ferai également avec ceux d'entre vous dont, à tour de rôle, le gouvernement sera appelé à présider les travaux du Conseil.

Les trois présidents doivent chercher la réussite. La négociation sera de mise, les tensions seront productives et le résultat sera à la mesure. Des impulsions politiques resteront indispensables, y compris le soutien à des actions et des projets concrets, traduisant une véritable solidarité.

Mais aussi l'approche étape par étape restera utile dans notre action politique, aussi longtemps que nous maintenons une perspective et

une direction commune : « Step by step » mais sans « too little too late ».

5. Le Traité a chargé le Président permanent du Conseil Européen d'une responsabilité particulière. En matière de politique étrangère, il représentera l'Union à son niveau et en sa qualité. Je serai donc présent aux réunions des Sommets avec nos partenaires dans le monde, et je présenterai les positions que le Conseil aura approuvées. Ainsi notre position dans le monde, notre sécurité et notre prospérité pourront bénéficier d'une présence institutionnelle plus forte.

Je compte aussi sur le Président de la Commission pour assumer un rôle analogue dans les domaines autres que la Politique Etrangère et de Sécurité Commune.

L'Union Européenne est un acteur économique de poids, représente un demi milliard d'hommes et de femmes et est porteur d'un projet de société où solidarité et créativité sont essentielles. L'Europe est une Union de valeurs. C'est pourquoi nous avons la responsabilité de jouer un rôle important dans le monde. Ce monde n'a d'avenir sans un grand nombre de nos valeurs. D'ailleurs, j'espère que notre Union s'élargira encore les prochains 2 ans et demi à des pays qui bien sûr remplissent les conditions.

Il va de soi que le Haut-Représentant contribuera de façon décisive à l'action quotidienne de la Politique Etrangère et de Sécurité Commune.

Elle sera notre principal acteur en politique étrangère. Grâce à ses deux fonctions, elle pourra permettre aux multiples

instruments de politique étrangère dont disposent nos Institutions et nos Etat Membres de se déployer de façon convergente. Elle pourra à tout moment compter sur mon soutien, et sur mes conseils. Pour le reste, conforme à mon habitude dans la politique belge, je resterai discret dans les medias, certainement les semaines prochaines.

Toute ma vie politique s'est déroulée sous le signe de l'entente, du respect de l'adversaire et du compagnon de route. Je continuerai dans cette voie.